

Se fédérer

Nous sommes nombreuses, nous sommes nombreux : nous sommes tant et tant à penser et éprouver que ce système a fait son temps. Mais nos voix sont dispersées, nos appels cloisonnés, nos pratiques émiettées. Au point que quelquefois nous doutons de nos forces, nous succombons à la détresse de l'impuissance. Certes, parfois cette diffraction a du bon, loin des centralisations et, évidemment, loin des alignements. Il n'empêche : nous avons besoin de nous fédérer. Sans doute plus que jamais au moment où une crise économique, sociale et politique commence de verser sa violence sans faux-semblant : gigantesque et brutale. Si « nous sommes en guerre », c'est bien en guerre sociale. D'ores et déjà les attaques s'abattent, implacables : le chantage à l'emploi, la mise en cause des libertés et des droits, les mensonges et la violence d'État, les intimidations, la répression policière, en particulier dans les quartiers populaires, la surveillance généralisée, la condescendance de classe, les discriminations racistes, les pires indignités faites aux pauvres, aux plus fragiles, aux exilé-es. Pour une partie croissante de la population, les conditions de logement, de santé, d'alimentation, parfois tout simplement de subsistance, sont catastrophiques. Il est plus que temps de retourner le stigmate contre tous les mauvais classements. Ce qui est « extrême », ce sont bien les inégalités vertigineuses, que la crise creuse encore davantage. Ce qui est « extrême », c'est cette violence. Dans ce système, nos vies vaudront toujours moins que leurs profits.

Nous n'avons plus peur des mots pour désigner la réalité de ce qui opprime nos sociétés. Pendant des décennies, « capitalisme » était devenu un mot tabou, renvoyé à une injonction sans alternative, aussi évident que l'air respiré – un air lui-même de plus en plus infecté. Nous mesurons désormais que le capitalocène est bien une ère, destructrice et mortifère, une ère d'atteintes mortelles faites à la Terre et au vivant. L'enjeu ne se loge pas seulement dans un néolibéralisme qu'il faudrait combattre tout en revenant à un capitalisme plus « acceptable », « vert », « social » ou « réformé ». Féroce, le capitalisme ne peut pas être maîtrisé, amendé ou bonifié. Tel un vampire ou un trou noir, il peut tout aspirer. Il n'a pas de morale ; il ne connaît que l'égoïsme et l'autorité ; il n'a pas d'autre principe que celui du profit. Cette logique dévoratrice est cynique et meurtrière, comme l'est tout productivisme effréné. Se fédérer, c'est répondre à cette logique par le collectif, en faire la démonstration par le nombre et assumer une opposition au capitalisme, sans imaginer un seul instant qu'on pourrait passer avec lui des compromis.

Mais nous ne sommes pas seulement, et pas d'abord, des « anti ». Si nous n'avons pas de projet clé en mains, nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à théoriser, penser mais aussi pratiquer des alternatives crédibles et tangibles pour des vies humaines. Nous avons besoin de les mettre en commun. C'est là d'ailleurs ce qui unit ces expériences et ces espérances : les biens communs fondés non sur la possession mais sur l'usage, la justice sociale et l'égalité. Les communs sont des ressources et des biens, des actions collectives et des formes de vie. Ils permettent d'aspirer à une vie bonne, en changeant les critères de référence : non plus le marché mais le partage, non plus la concurrence mais la solidarité, non plus la compétition mais le commun. Ces propositions sont solides. Elles offrent de concevoir un monde différent, débarrassé de la course au profit, du temps rentable et des rapports marchands. Il est plus que jamais nécessaire et précieux de les partager, les discuter et les diffuser.

Nous savons encore que cela ne suffira pas : nous avons conscience que la puissance du capital ne laissera jamais s'organiser paisiblement une force collective qui lui est contraire.

Nous connaissons la nécessité de l'affrontement. Il est d'autant plus impérieux de nous organiser, de tisser des liens et des solidarités tout aussi bien locales qu'internationales, et de faire de l'auto-organisation comme de l'autonomie de nos actions un principe actif, une patiente et tenace collecte de forces. Cela suppose de populariser toutes les formes de démocratie vraie : brigades de solidarité telles qu'elles se sont multipliées dans les quartiers populaires, assemblées, coopératives intégrales, comités d'action et de décision sur nos lieux de travail et de vie, zones à défendre, communes libres et communales, communautés critiques, socialisation des moyens de production, des services et des biens... Aujourd'hui les personnels soignants appellent à un mouvement populaire. La perspective est aussi puissante qu'élémentaire : celles et ceux qui travaillent quotidiennement à soigner sont les mieux à même d'établir, avec les collectifs d'usagers et les malades, les besoins quant à la santé publique, sans les managers et experts autoproclamés. L'idée est généralisable. Nous avons légitimité et capacité à décider de nos vies – à décider de ce dont nous avons besoin : l'auto-organisation comme manière de prendre nos affaires en mains. Et la fédération comme contre-pouvoir.

Nous n'avons pas le fétichisme du passé. Mais nous nous souvenons de ce qu'étaient les Fédérés, celles et ceux qui ont voulu, vraiment, changer la vie, lui donner sens et force sous la Commune de Paris. Leurs mouvements, leurs cultures, leurs convictions étaient divers, républicains, marxistes, libertaires et parfois tout cela à la fois. Mais leur courage était le même – et leur « salut commun ». Comme elles et comme eux, nous avons des divergences. Mais comme elles et comme eux, face à l'urgence et à sa gravité, nous pouvons les dépasser, ne pas reconduire d'éternels clivages et faire commune. Une coopérative d'élaborations, d'initiatives et d'actions donnerait plus de puissance à nos pratiques mises en partage. Coordination informelle ou force structurée ? Ce sera à nous d'en décider. Face au discours dominant, aussi insidieux que tentaculaire, nous avons besoin de nous allier, sinon pour le faire taire, du moins pour le contrer. Besoin de nous fédérer pour mettre en pratique une alternative concrète et qui donne à espérer.

Dès que nous aurons rassemblé de premières forces, nous organiserons une rencontre dont nous déciderons évidemment ensemble les modalités.

Pour rejoindre cet appel : [**appelsefederer@riseup.net**](mailto:appelsefederer@riseup.net)

Premières et premiers signataires :

Nicole Abravanel, Christophe Aguiton, Franck Antoine, Sonia Anton, Jacky Assoun, Ludivine Bantigny, Philippe Barre, Rémi Bénos, Judith Bernard, Alain Bertho, Jacques Bidet, Stéphane Bikialo, Françoise Bloch, Françoise Boman, Thierry Borderie, Mathieu Borie, Benoit Borrirts, Catherine Destom Bottin, Stephen Bouquin, Driss Boussaoud, Jacques Boutault, Sarah Boyé, François Brun, Pascal Buresi, Noëlle Burgi-Golub, Laurent Bussière Saint-André, Claude Calame, Pépita Car, Jean-Noël Castorio, Jean-Marc Cerino, Christian Celdran, Maureen Chappuit, Bernard Charlot, Luc Chelly, Yves Cohen, Marcel Cunin, Laurence D., Alain Damasio, Hugues Débotte, Laurence De Cock, Eric Decamps, Hervé Defalvard, Frédéric Delarue, Robert Descimon, Sophie Desrosiers, Serge D'Ignazio, Paul Dirxx, Marnix Dressen-Vagne, Jean-François Dubost, Frédéric Dufaux, Jean-Michel Dufays, Anne Dufresne, Jean-Paul Engélibert, Didier Epsztajn, Laurent Eyraud-Chaume, Guillaume Faburel, Patrick Farbiaz, Dimitris Fasfalís, Jean Fauché, Daniel Faugeron, Pascale Fautrier, Mathieu Fernandez, Renaud Fiévet, Marianne Fischman, Bernard Friot, Karën Fort, Fanny Gallot, Alain Gallucci, Edith Galy, Florent Gaudez, Bertrand Geay, Jean-Pierre Gesbert,

Pascale Gillot, Christophe Granger, Pascal Guillot, Elie Haddad, Jean-Marie Harribey, Benoît Hazard, Odile Hélier, Thierry Huve, Mathias Isimat-Mirin, Magali Jacquemin, Sylvain Jay, Anne Jollet, Claudine Katz, Marjorie Keters, Pierre Khalfa, Jean-Luc Kop, Isabelle Krzywkowski, Anne Kubler, L'1consoloable, Francis Landron, Mathilde Larrère, Sylvie Larue, Stéphane Lavignotte, Michelle Lecolle, Hervé Le Crosnier, Alain Lenud, Yann Leredde, Benoît Leroux, Wenceslas Lizé, Olivier Long, Fanny Madeline, Christian Mahieux, Pascal Maillard, Jean Malifaud, Jean-Claude Mamet, Philippe Marlière, Killian Martin, Gilles Martinet, Gustave Massiah, Laurence Maurel, Julie Maurice, Éliane Meillier, Rémi Merindol, Denis Merklen, Henri Merme, Isabelle Mestre, Stéphane Michot, Noufissa Mikou, Sylvain Milanesi, Sylvie Monchatre, Ana Doldan Montiel, Mikael Motelica-Heino, Séverin Muller, Alain Munier, Philippe Nabonnand, Joël Nayet, Denis Orcel, Cléo Pace, Dominique Paturel, Frédéric Paschal, Willy Pelletier, Évelyne Perrin, Elsa Peyronne, Stéphane Pichelin, Raphael Porteilla, Claude Pourcher, Pierre Prim, Claudio Pulgar-Pinaud, Isabelle Quaglia, Makan Rafatjou, Nelly Rintaud, Daniel Rome, Benoît Rougelot, Théo Roumier, Gilles Sabatier, Maria Eleonora Sanna, Pierre Sauve, Michel Seigneuret, Pinar Selek, Marie Sellier, Alexandre Siguier, Patrick Silberstein, Alessandro Stella, François Ternynck, Jacques Testart, Sylvie Thomas, Véronique Tribouilloy, Julien Troccaz, Sixtine van Outryve, Patrick Vassallo, Sarah Vaucelle, Françoise Vergès, Frédéric Verhaegen, Julien Vigouroux, Pierre Vila, Pascal Vitte, Elise Voguet, Nicolas Voisin, Roger Winterhalter, Sylvie Wolf, Carole Yerochewski, Pierre Zarka, Élisabeth Zucker

Aggiornamento histoire-géo, ACU (Association des communistes unitaires), Cerises la coopérative, Changer de Cap, Collectif Droit à la Belle Ville, Collect'IF paille, Émancipation collective, Fédération des syndicats SUD-Rail, Gilets jaunes enseignement recherche, Jardins Communs, La Suite du monde, Le Paria, On prend les champs, PEPS (Pour une écologie populaire et sociale), Questions de classe(s), Union syndicale SUD Industrie